



À Montaigu, 95 (sur 150) agents des Éhpad étaient en grève et ont manifesté dans la rue le 9 février contre les restrictions budgétaires.

Depuis la mobilisation nationale de la santé, de l'action sociale et de la Sécurité sociale le 8 novembre 2016 – et avant celle du 7 mars prochain – de nombreuses actions ont lieu un peu partout en France. Dans les hôpitaux de Marseille (AP-HM), les agents continuent de combattre les plans d'économies que la direction tente d'imposer.

Un préavis de grève de deux mois a été déposé le 7 février. Une journée de grève et des débrayages ont eu lieu, avec des actions telles que le blocage des admissions, à l'appel de FO, de la CGT et de la CNI.

À l'autre bout de la France, au CHU de Besançon, FO et SUD ont gagné une première manche au sein du service de gériatrie. Après onze jours de grève, les personnels ont obtenu le remplacement des arrêts maladie et un renfort en effectifs.

Les établissements de taille plus modeste ne sont pas épargnés. Dans la Vienne, FO est mobilisée contre la suppression de 30 postes, la fermeture de 22 lits et la fermeture la nuit du SMUR de Loudun, au sein du centre hospitalier Nord -Vienne, qui regroupe les sites de Châtelleraut et Loudun. À Orange, FO a manifesté le 27 janvier contre 25 suppressions de postes visant aides-soignantes, infirmiers, sages-femmes et administratifs du centre hospitalier.

## **Les médecins aussi sur le pont**

Dans le secteur psychiatrique, au Vinatier, qui emploie 2 800 agents dans le Lyonnais, les personnels étaient en grève les 30 janvier et 6 février, notamment contre la fermeture d'une unité de 25 lits et contre une menace sur environ 80 postes. Fait plus rare, les médecins sont aussi sur le pont.

Dans un appel signé par 166 psychiatres et médecins, ils alertent sur une dégradation de la prise en charge des patients. Ils dénoncent des coupes réglées qui impactent leurs pratiques et leurs convictions. L'hôpital ne peut pas être considéré comme une entreprise et n'a pas vocation à être rentable. Une médecine publique de qualité est un choix de société, un investissement pour lequel une société engage les moyens nécessaires, écrivent-ils.

Le manque de moyens se fait aussi cruel dans les soins aux personnes âgées dépendantes. Dans les Pyrénées-Orientales, l'UD FO a adressé une lettre ouverte à la présidente du conseil départemental pour l'alerter sur la situation dramatique de l'aide à domicile et des maisons de retraite. À Montaigu (Vendée), 95 des 150 agents des Éhpad étaient en grève et dans la rue le 9 février, contre les restrictions budgétaires.

## Disparité de traitement à Colmar

Le service public territorial est aussi touché de plein fouet par les réductions de dotations et par une réforme territoriale entraînant restructurations et atteintes au statut des agents. Aulnay-sous-Bois doit ainsi faire face à la dissolution de son service des fêtes et à l'externalisation du gardiennage. À Colmar, c'est contre une disparité de traitement dans les collèges entre agents techniques que les personnels ont fait grève le 6 février. Le même jour, les personnels du département de l'Ain protestaient contre un projet de privatisation des services techniques dans trois collèges. La mobilisation du 7 mars permettra de fédérer les mécontentements et de lancer un avertissement aux futurs gouvernants.

